

Vers une réforme de l'armée hongroise

Par [JFB](#) le mar 16/11/2010 - 10:30

La France et l'Angleterre ont signé le 2 novembre un accord historique visant à mettre en commun certaines de leurs forces de défense respectives. La raison de cet accord est simple: en période de crise budgétaire, il devient vital pour ces deux états de mutualiser leurs compétences afin de dépenser moins tout en tentant d'avoir plus de poids sur la scène internationale. La Hongrie a quant à elle décidé de suivre au autre voie.

En matière de défense, la Hongrie suit un chemin tout à fait particulier: même si ces derniers mois ont également témoigné d'une coopération européenne très intense, ce n'est en aucun cas dans un objectif de réduction budgétaire, tout au moins de la part de la Hongrie. En effet, celle-ci s'est donnée pour objectif de former une armée hongroise "nouvelle", c'est-à-dire d'avantage tournée vers la défense de son territoire, plus puissante en termes d'effectif et donc forcément plus coûteuse.

Dès l'accession au pouvoir du Fidesz, le fraîchement nommé ministre de la défense, M. Csaba Hende, avait promis de restaurer l'ordre et la discipline au sein de son ministère et de l'armée. Les scandales à répétition liés à ses prédécesseurs avaient plus que mis à mal l'intégrité de l'armée hongroise. Mais au-delà de la lutte contre la corruption, le programme du nouveau ministère de la défense s'avère, avec le temps, bien plus ambitieux.

M. István Simicsko, le secrétaire d'état à la défense, a annoncé le 26 octobre à l'académie militaire de Zrinyi Miklos à Budapest son objectif d'augmenter le nombre de soldats au sein de l'armée. Ses effectifs seraient augmentés de 1500 nouvelles recrues pour atteindre 27.500 hommes. Un autre projet capital pour le ministère est la création d'une armée de réserve de 6.000 à 8.000 soldats d'ici 2014. Regrettant la suppression du service nationale qui n'avait pas été accompagnée de la création d'une armée de réserve, M. Csaba Hende a inlassablement promu ce projet depuis son arrivée au gouvernement. Une telle réforme implique un changement stratégique dans la définition de la politique hongroise de la défense. Alors que le gouvernement socialiste avait, en supprimant le service national, clairement misé sur l'objectif d'une armée plus professionnelle et tournée vers les missions à

l'étranger, M. Csaba Hende souhaite revenir à une armée plus circonscrite à la défense de son territoire.

Se résoudre à améliorer la défense du territoire hongrois peut paraître pour certains absurde: sur un plan défensif, la Hongrie n'a pas d'ennemis directs et, sur un plan plus offensif, le gouvernement actuel ne prévoit en aucun cas une quelconque conquête territoriale à l'extérieur de ses frontières.

L'explication est ailleurs et les récentes catastrophes naturelles et industrielle qui ont tristement touchées la Hongrie cette année en sont une confirmation. Le déploiement d'une armée de réserve permettrait plus facilement la gestion immédiate de crises comme les inondations de mai 2010 ou, plus récemment, le terrible accident de Kolontár. Il faut se rappeler que les autorités avaient difficilement géré l'ampleur des inondations qui ont couvert environ un tiers de son territoire et avaient dû demander la protection civile de l'Union Européenne. De manière similaire, la gestion actuelle de l'accident chimique de Kolontár présente certaines limites: le gouvernement actuel, en maintenant l'état d'alerte dans les trois départements de Veszprém, Gyôr et Vas jusqu'à la fin de l'année, prévoit, en cas de nouvelle alerte, de demander aux habitants de se regrouper en un point donné où des bus de la compagnie Volan viendraient les chercher. Ce système paraît peu professionnel par rapport à un risque majeur et toujours présent. Or la possibilité de déployer des réservistes entraînées à la gestion de telles crises apporterait une aide logistique indéniable dans ce genre de situation.

Il faudra cependant être patient puisque 2014 sera l'année lors de laquelle la nouvelle armée de réserve hongroise sera enfin opérationnelle. Ces changements structurels seront financés par le prochain budget 2011. Sans toutefois préciser les détails sur le financement de cette réforme, M. Istvan Simicsko a précisé que cette réforme pèserait peu sur les comptes du gouvernement hongrois. Même s'il est indéniable que la marge de progression du gouvernement hongrois est mince sur le plan budgétaire, cette réforme est plus qu'indispensable pour le pays qui, il faut l'espérer, connaîtra dans les années à venir une actualité écologique moins tourmentée.

Tibor Nagy

•
Catégorie
Agenda Culturel